

Attert, le 9 février 2023,

Objet : Réaction de la Fédération des Biométhaniseurs Agricoles (Feba) remis dans le cadre de la consultation au sujet du projet de décision sur le modèle de déclaration à introduire par les débiteurs du prélèvement instauré dans le cadre du plafond sur les recettes issues du marché des producteurs d'électricité

Qui est la Feba

La Feba est née fin 2013 sur base d'un constat réalisé par les exploitants des installations en fonctionnement en Wallonie à cette époque (une douzaine) que si rien n'était fait, la filière dans son ensemble allait vers sa disparition du fait de l'effondrement du prix de l'énergie et des CVs combiné à des modifications radicales des conditions du marché des intrants.

Les exploitants sont arrivés à la conclusion que ce n'était qu'en se fédérant qu'ils étaient les mieux à même de relayer ces difficultés auprès de toutes les instances politiques et administratives dont ils dépendent.

Toutes ces difficultés étaient largement liées à une vision simplifiée de la biométhanisation agricole (BA) comme une simple technique de production d'électricité verte – et c'est hélas encore trop souvent le cas. Or la BA est bien plus que cela. D'un point de vue énergie, elle produit avant tout un vecteur, le biogaz, qui est bien plus intéressant que l'électricité car il est stockable et mobilisable pour différents usages : énergie, mobilité (carburant), chimie verte... Mais la BA produit d'autres bénéfices : un engrais et un amendement pour les terres agricoles, de l'emploi et de l'activité en zone rurale, non délocalisables, un traitement efficace des déchets agricoles et agro-alimentaires, avec à la clé des économies de rejet de GES. Sans parler de la contribution potentielle (et déjà en partie effective) à de nouveaux processus agronomiques ou énergétiques (culture d'algues dont la spiruline, méthanation biologique, valorisation du CO2...). La BA est un magnifique exemple d'économie circulaire, ou plutôt de magnifiques exemples tant les solutions sont variées.

Aujourd'hui, la Feba regroupe 22 membres effectifs (biométhaniseurs) et 12 membres adhérents (partenaires non biométhaniseurs).

Pour plus d'informations, le lecteur pourra consulter www.feba-w.be

Contexte

La loi du 16 décembre 2022 introduit un plafond sur les recettes issues du marché des producteurs d'électricité et charge la CREG d'élaborer le modèle de déclaration à introduire par les débiteurs concernés pour la période imposable allant du 1^{er} août 2022 au 31 décembre 2022 inclus.

Le présent document constitue la réponse de la Feba à la consultation publique organisée par la CREG dans le cadre de cet exercice.

Avis de la Feba

La Feba remercie la CREG pour la tenue de cette consultation, qui a le mérite de clarifier certaines dispositions pratiques issues de la loi du 16 décembre 2022. Toutefois, la fédération continue à s'interroger sur des éléments fondamentaux de la mise en pratique de ce texte réglementaire.

Premièrement, la Feba est convaincue que l'intention du législateur, du niveau européen au niveau fédéral belge, a été d'exonérer notre filière de production de l'application de plafond sur les recettes issues du marché. En effet, le point 34 de l'argumentaire du règlement européen 2022/1854 énonce que « le plafond sur les recettes issues du marché ne devrait pas s'appliquer aux technologies utilisant des combustibles qui remplacent le gaz naturel, ... », ce qui est la stricte définition des techniques de production de la totalité des membres de notre fédération. De fait, en produisant du biogaz, certains de nos membres alimentent des moteurs de cogénération en substitution de gaz naturel, d'autres injectent du biogaz épuré sur le réseau de distribution de gaz tandis que les derniers valorisent ce biogaz en carburant pour la mobilité.

La traduction législative de cet argumentaire induit une malheureuse ambiguïté puisque l'article 7.1 du règlement, référencé dans la loi du 16 décembre 2022, mentionne parmi les technologies visées, « ... les combustibles issus de la biomasse (combustibles solides ou gazeux de la biomasse), à l'exclusion du biométhane. ... ».

La Feba pense donc qu'aucun de ses membres n'est concerné par la mesure de plafonnement des recettes issues du marché mais compte-tenu de l'ambiguïté précitée et les éléments du dossier soumis à consultation de la CREG suggérant la prise en compte des unités de cogénération alimentées par du biogaz, la fédération demande que cette vision lui soit confirmée.

Deuxièmement, la Feba comprend qu'il revient au débiteur de communiquer les éléments constituant sa situation propre. Par conséquent, nous déduisons que les producteurs non concernés ne doivent pas introduire de déclaration. Comment la CREG pense-t-elle pouvoir contrôler si l'ensemble des débiteurs ont effectivement introduit leur déclaration ? De quels moyens la CREG dispose-t-elle pour valider si l'ensemble des installations de plus de 1MW installés répond à l'appel ? Comment la CREG s'assurera-t-elle que les installations de plus de 1MW n'ayant pas répondu ont, dans les faits, perçus des revenus issus du marché inférieurs au plafond indiqué ?

Ensuite, à supposer que nos certains de nos membres soient concernés, il conviendrait de préciser le cas de figure dans lequel se retrouveraient ces producteurs. En effet, la description des présomptions reste particulièrement floue et nous ne sommes pas certains d'avoir compris de manière complète le(s) cas qui nous est (sont) attribué(s). La plupart de nos membres bénéficient d'un soutien sous la forme de certificats verts, dont le nombre dépend d'un facteur kECO, non ajusté périodiquement par un facteur rho. Dès lors, nous pensons que ces membres tombent dans la case dite de « présomption 5 ». La Feba souhaite confirmation de cette supposition, le cas échéant, illustré d'un exemple fictif afin de bien comprendre la mécanique en jeu.

Enfin, la Feba rappelle que le LCOE d'une unité de biométhanisation dépasse généralement les 250€/MWh, singulièrement pour les pionniers qui ont osé se lancer dans cette technologie il y a 15 ans. La fédération renvoie à la lecture des différents avis de la CWAPE à ce sujet et rappelle avec insistance que notre filière est la seule pour laquelle le taux de soutien est insuffisant à l'atteinte des objectifs de rendement économique prévu par la réglementation régionale. Dans le contexte actuel de hausse vertigineuse des coûts d'investissement et opérationnels, l'application d'un plafond de recettes tel que proposé est de nature à maintenir nos membres dans un contexte de précarité opérationnelle et à compromettre tout investissement futur dans de nouvelles capacité de production.

Pour la FeBA